	Effectifs réels					Total
	A 10	A 30	A 31	A 32	A 33	
- Aide documentaliste		2				2
- Commis de bibliothèque		1				1
- Programmeur		1				1
- Chef de laboratoire		1				1
- Chef des travaux de laboratoire		5				5
- Technicien principal de laboratoire		1				1
- Technicien de laboratoire		2				2
- Préparateur		3				3
- Aide préparateur		9				9
- Technicien supérieur de santé		3				3
Ouvriers				152		152
Total		317		152	2	471
Total général	4	349		175	20	548

Art. 2. - Le secrétariat d'Etat à la recherche scientifique et à la technologie est autorisé à recruter au titre de l'année 1995 les effectifs suivants :

Article 30

- a) recrutement par voie de création
- assistant d'enseignement supérieur : 2
 - ingénieur des travaux : 2
 - conseiller des services publiques : 2
- b) recrutement par voie de transformation d'emplois
- professeur d'enseignement supérieur : 2
 - maître de conférences : 10
 - maître assistant : 6
 - chargé de recherche agricole : 4
 - attaché d'administration : 3
 - secrétaire d'administration : 4
 - secrétaire de direction : 4
 - commis d'administration : 1
 - dactylographe : 1
 - ingénieur divisionnaire : 2
 - ingénieur des travaux : 1
 - ingénieur adjoint : 3
 - adjoint technique : 2
 - bibliothécaire : 1
 - documentaliste : 1
 - bibliothécaire adjoint : 2
 - technicien de laboratoire : 1
 - préparateur : 6
 - chef travaux de laboratoire divisionnaire : 3
 - analyste : 1

Article 32

- a) recrutement par voie de création : 6
- b) recrutement par voie de transformation d'emplois : 31
- TOTAL : 101

Art. 3. - Le Premier ministre et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 18 décembre 1995.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 96-1 du 2 janvier 1996, complétant le décret n° 85-980 du 11 août 1985, fixant la liste des éléments permanents de la rémunération des agents de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif, soumis à retenue pour la retraite.

Le Président de la République,
Sur proposition du Premier ministre,

Vu la loi n° 75-33 du 14 mai 1975, portant promulgation de la loi organique des communes et notamment les articles 48 et 90, ensemble les textes qui l'ont complétée ou modifiée,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu la loi n° 85-12 du 5 mars 1985, portant régime des pensions civiles et militaires de retraite et de survivants dans le secteur public,

Vu le décret n° 85-980 du 11 août 1985, fixant la liste des éléments permanents de la rémunération des agents de l'Etat des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif, soumis à retenue pour la retraite,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décrète :

Article premier. - La liste des éléments permanents de la rémunération soumise à retenue pour la retraite annexée au décret n° 85-980 du 11 août 1985 susvisé est complétée comme suit :

- indemnité forfaitaire au profit des présidents des communes exerçant à plein temps

Art. 2. - Les ministres de l'intérieur et des affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 2 janvier 1996.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 96-2 du 2 janvier 1996, fixant l'ensemble des effectifs du secrétariat d'Etat à l'information.

Le Président de la République,

Sur proposition du Premier ministre,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif,